

« Faisons siéger des citoyens à la Chambre »

ÉCOLO/GROEN Les verts souhaitent travailler sur l'avenir de la démocratie avec des Belges tirés au sort

Les citoyens, quand ils viennent à la Chambre, ils sont au balcon et ils nous regardent. Nous, on propose qu'ils descendent avec nous dans les travées. » Kristof Calvo et Gilles Vanden Burre veulent relancer le débat sur le renouveau démocratique. « C'est le devoir de notre génération. Et pourtant, on n'en parle pas beaucoup. » Eux entendent le faire, avec les citoyens.

Concrètement, le tandem vert plaide pour la création d'une commission temporaire à la Chambre. Elle serait composée paritairement de 17 députés et de 17 citoyens. À l'agenda : l'avenir de la démocratie, par exemple le système électoral, la gouvernance, l'éthique... « L'objectif est que les idées soient transformées en textes de loi, sur lesquels il y aura un vote. Avec une double majorité : celle des politiques et celle des représentants de la population. L'objectif, c'est que les propositions adoptées soient envoyées en séance plénière », explique Gilles Vanden Burre.

Peut-on vraiment ouvrir le Parlement aux non-élus ? Les deux députés assurent qu'une simple modification du règlement de la Chambre y suffirait. Pas besoin, expliquent-ils, de réviser la Constitution, ce que requiert par contre la suggestion de Laurette Onkelinx (lire ci-contre). « Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'un sous-alinéa du règlement empêche cela. La réponse ne peut pas être le formalisme », insiste Kristof Calvo.

Reste à choisir les heureux (non-)élus. Ecolo/Groen propose de recourir au tirage au sort, une idée que plaide notamment David Van Reybrouck, initiateur du G1000, et qui a déjà produit des effets en Islande ou en Irlande. Pour garantir la représentativité des 34 citoyens (17 effectifs et 17 suppléants), les verts proposent d'établir un panel avec l'aide du Bureau du Plan ou de l'Institut national de statistiques.

Pas question, donc, de travailler avec des

volontaires, « sinon on ne va toucher que les convaincus », souligne les deux écologistes. Le modèle, c'est donc le tirage au sort pour la constitution des jurys d'assises, à cette différence qu'ici, il ne faudra pas produire un certificat médical ou une excuse béton pour se défilier. Pas question de forcer quiconque à l'exercice de la démocratie délibérative. En revanche, celles et ceux qui acceptent recevront un défraiement. Pas besoin, a priori, de prendre congé : les verts envisagent une réunion par mois, le samedi.

« Une question de génération »

Encore faut-il mesurer l'enthousiasme des autres formations politiques... « Je suis convaincu que nous pouvons trouver des soutiens, auprès de gens de notre âge, dans les autres groupes, assure Kristof Calvo (28 ans). Je vais donc attendre un mois avant de déposer ma proposition à la conférence des présidents. On veut se donner le temps de susciter une adhésion plus large. »

Plus largement, les deux élus espèrent ainsi « amener de l'oxygène dans le débat sur le renouveau démocratique ». Surtout, estime Gilles Vanden Burre, « c'est une réponse au constat que tout le monde dresse, celui du fossé grandissant entre la politique et les citoyens ou la société civile. » Pour Kristof Calvo, « ce n'est pas être anti-politique que de proposer cela ; c'est au

contraire un choix pour la politique. » Au fait, sont-ils certains que les citoyens rêvent de les rejoindre ? « Nous sommes convaincus que les citoyens s'intéressent à la démocratie. » Et, quand on rappelle que le G1000 n'a pas bouleversé la politique belge, Kristof Calvo assure que « cela a au moins introduit une nouvelle méthode, la démocratie délibérative, dont on s'inspire aujourd'hui. Mais il s'est heurté au cynisme des dinosaures de la politique ». ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

PS

Onkelinx : des citoyens tirés au sort pour le Sénat

En septembre, Laurette Onkelinx nous faisait part d'une idée personnelle. Alors, disait-elle, que les politiques « sont dépassés face à la crise, souvent sur la défensive », on pourrait transformer le Sénat. Sa proposition : une assemblée où, à côté des politiques, évolueraient « pour une large part, la moitié des élus au moins, des citoyens, sur la base d'un tirage au sort dans la population ».

V.L.A.